

Les filles contre Barzach "Rouvrir les maisons ? Une absurdité !"

*Les professionnelles ne sont pas responsables du sida. Les cloîtrer n'arrangerait rien, dit une de leurs porte-parole **

Le Nouvel Observateur. - Faut-il rouvrir les maisons closes pour enrayer la propagation du virus du sida, comme le propose Michèle Barzach ?

Lydia Braggiotti. - Il faut d'abord savoir à quoi vise cette proposition. A améliorer la lutte contre le sida ou... les lieux de travail des prostituées ? Ce sont deux problèmes distincts que seule lie la réprobation morale. Depuis des années, on présente la prostitution comme un fléau au lieu de réfléchir aux racines du phénomène. Et soudain, en l'accusant de propager le sida, en cloîtrant les filles, on trouverait une solution miracle ? En ce qui concerne le sida, on sait que le taux de séropositivité dépasse 60 % chez les toxicomanes. Mais il n'existe aucune étude fiable démontrant que les prostituées sont atteintes par le virus. Fin 1989, j'ai pris l'initiative du projet « Prostitution et Santé publique » de l'OMS. Plus de cinq cents prostituées ont été contactées. Nous allons remettre nos conclusions à la mi-juillet. Nous savons déjà que l'immense majorité d'entre elles n'ont pas attendu les propositions de Michèle Barzach pour utiliser des préservatifs. Et cela en allant contre des désirs d'une majorité de clients. Et en payant une fortune pour les tests de dépistage des MST, car la plupart n'ont pas de couverture sociale et sont mal informées sur les possibilités de soins gratuits. La véritable hypocrisie ? C'est de les blâmer d'exercer leur métier dans des conditions déplorables dont elles ne sont pas responsables.

N.O. - Michèle Barzach leur offre aujourd'hui de « s'associer pour louer, gérer en commun des lieux hors toute forme de proxénétisme ». Serait-ce utopique ?

L. Braggiotti. - Il est utopique de décider quoi que ce soit sans consulter les intéressées. Elles-mêmes veulent améliorer leurs conditions de travail et s'approprient d'ailleurs à faire à ce sujet des propositions concrètes. Elles souhaitent qu'on mette en place une réglementation qui leur donne un vrai statut, qui les respecte, les responsabilise et non les réprime. La forme de proxénétisme dont elles souffrent le plus sur le plan financier, c'est celle du « mari ». En revanche, elles ne se sentent pas



Lydia Braggiotti

exploitées par les proxénètes immobiliers, qui sont pour la plupart d'anciennes prostituées, propriétaires d'un ou deux studios qu'elles louent 200 francs par jour. Une somme modique comparée au prix d'une chambre d'hôtel : 150 francs par passe. Ce système convient tout à fait aux prostituées. Alors que ces fameuses « maisons closes ouvertes », qui les posséderait ? Et combien ferait-on payer ?

N.O. - Michèle Barzach, n'entend pas seulement protéger les prostituées, mais aussi le client et ses proches...

L. Braggiotti. - C'est absurde ! C'est aller à l'encontre de toutes les campagnes d'information et de prévention menées par le gouvernement ! On déresponsabilise le client en accusant les prostituées de le contaminer, donc de contaminer toute l'humanité. Les prostituées n'ont pas l'intention de décimer les familles. Au contraire, elles sont les premières intéressées à ce que la prophylaxie soit efficace. Au point qu'elles nous ont demandé de mettre en place, dès la rentrée, un bus qui se déplacera dans les quartiers chauds pour apporter des soins, des conseils de prévention ainsi qu'un soutien juridique et social pour les plus démunies.

*Propos recueillis
par SYLVIE VÉRAN*

*Lydia Braggiotti est porte-parole des prostituées en tant que responsable du projet « Prostitution et Santé publique » au sein de l'OMS.